

Le capitalisme va-t-il jusqu'à transformer les catégories pour en rendre compte ?

Jean-Marie Harribey

Espaces Marx Aquitaine Bordeaux Gironde : Explorer-onfronter-Innover,
Lettre trimestrielle n° 12, Economie & politique(s) (2), avril-juin 2006

Les mutations que connaît le capitalisme depuis la fin du XX^e siècle sont aujourd'hui bien analysées : le processus d'accumulation du capital est entré en crise structurelle à la fin des années 1960 et pendant la décennie 1970, et la « sortie » de la crise de rentabilité s'est faite par un renforcement de l'exploitation de la force de travail (précarisation, déconnexion de l'évolution du salaire et de celle de la productivité, chômage, remise en cause du salaire socialisé), pendant que la restructuration des activités productives se réalisait sous la férule des sociétés financières au sein desquelles l'exigence de rémunération des actionnaires croissait sans cesse. La fameuse « mondialisation » de l'économie peut donc être interprétée comme une manifestation de la lutte des classes à l'échelle planétaire avec, d'un côté, l'enrichissement faramineux des classes possédantes et, de l'autre, la mise en concurrence exacerbée des « prolétaires de tous les pays ».

C'est à l'examen de ces transformations que procèdent, chacune à leur manière, les contributions de Carlo Vercellone, de Maurice Decailot, de Michel Peyret et de Jacques Toiser, qui constituent ce numéro. Elles font partie de tout un ensemble de recherches qui débordent d'ailleurs le cadre de la pensée marxiste stricto sensu et parmi lesquelles on trouve aussi les tentatives d'élaboration d'autres indicateurs de richesse que le PIB dont la croissance à long terme est cruciale pour l'accumulation du capital.

Toutes ces recherches suggèrent la question suivante : les concepts que Marx a forgés à l'aube du capitalisme industriel pour rendre compte de celui-ci et en faire la critique conservent-ils leur pertinence à l'époque du capitalisme néo-libéral appelé aussi capitalisme financier ? Les catégories, notamment, de travail, de valeur, de capital, qui furent au point de départ de la critique de l'économie politique ne sont-elles pas obsolètes dès lors que le processus de valorisation du capital fait relativement moins appel à un travail dans sa forme industrielle classique et de plus en plus à la connaissance comme facteur décisif de la création de valeur ? Et cela d'autant plus que, comme le capitalisme suscite et intègre aussitôt une révolution des techniques d'information et de communication qui contribue à accélérer les transformations des outils et des méthodes de production, des produits et des rapports de forces entre travail et capital, il tend à soumettre (« subsumer ») une part de plus en plus grande du temps de vie du travailleur-producteur-consommateur.

Le courant de recherche autour du « capitalisme cognitif » en tire, avec toutefois beaucoup de nuances en son sein, la conséquence suivante : il considère que l'origine de la richesse et de la valeur est renvoyée hors de la production, dans le moindre acte de la vie quotidienne, même celui qui n'est pas investi directement par le capital.¹ Ainsi, l'importance croissante de la connaissance dans le procès de travail réaliserait la prophétie de Marx² : l'avènement d'une société du savoir. Plus celui-ci est diffusé, plus il participe à la constitution du « travailleur collectif » devenu « General Intellect », selon les expressions de Marx. En même temps, cette mutation se révèle contradictoire pour le capital car il rencontre la difficulté de transformer en capital valorisé la connaissance qui est *incorporée* aux

¹ On peut citer notamment C. Vercellone (sous la dir. de), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003 ; M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Paris, Exils Ed., 2000,

² K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, Paris, Ed. sociales, 1980.

travailleurs. Le capitalisme est donc confronté à une nouvelle crise pour produire, réaliser et s'approprier de la valeur. Mais cette *crise de la valeur* est-elle une *crise de la loi de la valeur* ?

C'est ici que le débat commence au sein du marxisme contemporain. Pour les théoriciens du capitalisme cognitif, dont beaucoup viennent du marxisme, la réponse ne fait pas de doute : il s'agit bien d'une crise de la loi de la valeur, entendue comme fondant la valeur des marchandises sur le temps de travail socialement nécessaire. Certes, Carlo Vercellone tempère le propos en disant que « la crise de la loi de la valeur ne signifie pas [...] que le travail ne serait plus la *principale* source de la création de la valeur »³. Mais est-on en droit de théoriser le passage d'une crise de la valeur à une crise de la loi de la valeur ? Je soutiens l'idée que cette thèse est erronée ou bien, peut-être, révèle un malentendu au sujet de la loi de la valeur. En effet, le développement des forces productives conduit à l'exclusion progressive du travail vivant du processus de production, ce qui a pour conséquence d'augmenter la productivité du travail et donc d'abaisser les coûts de production et, à long terme, la valeur des marchandises, évolution que renforce l'incorporation de connaissances de plus en plus grandes. Cette exclusion ne constitue pas une négation de la loi de la valeur en tant que tendance, mais en est la stricte application.⁴

Hors du marxisme, on trouve aussi une thèse selon laquelle les catégories économiques seraient inadaptées pour saisir les évolutions contemporaines. Ainsi, il existerait des difficultés croissantes de mesure de la production et de la productivité lorsque les services supplantent l'industrie et l'agriculture. On nous dit⁵ qu'il devient de plus en plus difficile de mesurer la production de services car on ne sait pas bien évaluer le service rendu et surtout l'amélioration de sa qualité, et que le calcul de la productivité est caractéristique de l'époque de l'industrie fordiste exclusivement. Mais il s'agit d'un faux problème. Car s'est-on posé la question au sujet de la qualité du service rendu par l'automobile pour dénombrer les automobiles sortant des chaînes et figurant au numérateur du rapport productivité ? S'est-on posé la même question au sujet des sacs de blé produits de manière intensive et polluante ou au sujet des millions de volailles élevées en batterie ? Non. Implicitement, la distinction entre valeur d'usage et valeur était opérée. Pourquoi donc argue-t-on d'une difficulté inédite à propos des services ? Il suffit de remettre à l'honneur la distinction ci-dessus et cesser de vouloir faire dire à un agrégat de PIB ou à un ratio de productivité autre chose que ce pour quoi ils sont faits. Curieusement, ceux qui redoutent la prétendue difficulté de mesurer la production de services font comme s'ils avaient préalablement intériorisé l'idée que le PIB pouvait mesurer le bien-être, que l'on pouvait à la fois mesurer utilité et valeur ou, pire, tirer la seconde de la première. Or, pour prétendre renouveler la critique de l'économie politique, il conviendrait de ne pas en oublier les linéaments, à savoir que la valeur d'usage est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la valeur d'échange. Par ailleurs, il est contradictoire de soutenir que la notion de productivité du travail a perdu son sens et, simultanément, de comparer les gains de productivité dans l'industrie et dans les services. Ainsi, contrairement à une opinion répandue, la relation existant entre les quatre variables production, productivité horaire du travail, durée du travail et emploi n'est pas rompue par la tertiarisation de l'économie ; cette relation est simplement reconfigurée parce que l'évolution respective de chacune de ces variables diffère aujourd'hui selon que l'on observe l'industrie ou les services, voire le secteur marchand et le secteur non marchand.

³ Je souligne *principale* car la théorie de la valeur-travail ne dit pas que le travail est la principale source de la création de valeur mais qu'il en est la seule, ce qui constitue déjà un premier clivage théorique.

⁴ Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, « Marx et Foucault », n° 36, septembre 2004, p. 151-180, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/cognitivismefr>.

⁵ Par exemple, très récemment, J. Gadrey, « Concepts dépassés », *Politix*, n° 917, 14 septembre 2006.

La réfutation de certaines thèses très en vogue ne cherche pas à minimiser l'ampleur de la crise du capitalisme – crise de production et de réalisation de la valeur, et crise de légitimité de la marchandisation de la société –, ni encore moins à sous-estimer la gravité de la crise écologique qui oblige à repenser la conception de la richesse produite et à envisager le recours aux énergies renouvelables à mesure que la fin du pétrole, évoquée ici par Michel Peyret, approche. Au contraire, elle cherche à contribuer à la critique du capitalisme contemporain dont la crise actuelle ne rend pas caducs les concepts de Marx mais leur donne une actualité et une pertinence inédites, car le capitalisme pousse jusqu'à l'exacerbation ses caractères « idéal-typiques » fondamentaux, à savoir l'exploitation de la force de travail – qu'elle soit manuelle ou intellectuelle –, l'augmentation de la productivité du travail, la socialisation du processus productif et l'extension de la sphère de la marchandise. Autrement dit, le capitalisme que l'on appelle néo-libéral ou financier n'a pas modifié la nature profonde des rapports sociaux ; en revanche, il a transformé la manière dont il entendait les mettre au service d'une relance de l'accumulation.

Par le biais du réexamen des concepts de marché et d'échange, Maurice Decaillet essaie de reformuler ce que pourrait être un échange « équilibré » ou « équivalent ». Ne se heurte-t-il pas lui aussi à une difficulté insurmontable, celle de vouloir mesurer la valeur à l'aune de l'utilité, c'est-à-dire de réduire l'une à l'autre valeur d'échange et valeur d'usage ? De plus, les spéculations sur la « sortie du marché » ou la « sortie du salariat » ne postulent-elles pas que la société serait organisée sur la base de petits producteurs indépendants négociant « au préalable » les conditions de leurs échanges ? Quel sort réserverait-on dans ce cas-là à la socialisation des processus productifs à laquelle l'évolution du capitalisme a conduit ?

Ces questions ne sont pas que théoriques. Elles sont posées par la pratique quotidienne des restructurations gigantesques qui se déroulent dans l'économie mondiale aujourd'hui. L'article de Jacques Toiser montre que le redéploiement de l'industrie textile en Chine préfigure celui qui touchera dans un avenir proche bon nombre d'autres activités industrielles. On prend ainsi conscience de la nécessité de relativiser fortement l'idée que le travail industriel serait, à l'échelle mondiale, évincé au profit de l'émergence d'un travail dans lequel n'entrerait que le facteur « connaissance ». Reste sans doute à l'œuvre cette vieille pratique capitaliste de la division du travail : un double mouvement se produit, avec, à un pôle, une tendance à la hausse permanente de la qualification et, à l'autre un processus de déqualification accompagné souvent d'une dégradation des conditions sociales. C'est sans doute là que résident les chances du combat pour l'émancipation : dans l'exacerbation des contradictions du système et les mouvements sociaux qu'elle fera naître.

Au total, au-delà des débats passionnants qu'elles nourrissent, une leçon peut être tirée de l'ensemble des contributions présentées dans ce numéro : les transformations des processus productifs ne résultent pas de déterminismes techniques ni même économiques, mais elles sont largement le résultat de l'évolution des rapports de forces, d'une part entre travail et capital, d'autre part entre les fractions du capital. Pas plus que la loi de la valeur, la loi de la lutte des classes ne semble à ce jour dépassée...

22 septembre 2006